

bulletin hebdo



Santé : la casse

Managua, 23 août (ANN). Que ferait le gouvernement s'il voulait liquider un système de santé publique qui, par nature, coûte cher et ne rapporte rien ? Il le laisserait sombrer en lui coupant les vivres jusqu'à le réduire à un tel niveau d'inefficacité et de délabrement que la médecine privée apparaîtrait comme l'unique alternative ... pour ceux qui en ont les moyens. Certains préféreront aller se faire soigner à Miami ou au Costa Rica, comme au bon vieux temps de la dictature. Quand aux autres, la majorité, ils affoleront les courbes statistiques en mourant trop jeune et trop souvent, dans des hôpitaux-mouroirs.

C'est le scénario qui se dessine aujourd'hui au Nicaragua, sous les yeux d'une population alarmée par les épidémies, l'augmentation brutale des chiffres de la mortalité infantile, le prix inaccessible des médicaments.

Le ministre de la Santé, Ernesto Salmerón, qui avait rendu hommage aux efforts du gouvernement précédent au moment de sa prise de fonction, ne peut que courir d'un hôpital à l'autre en clamant son impuissance et en s'abritant derrière le manque de ressources de son ministère.

EN CE TEMPS-LA

En 1987, la mortalité infantile était de 74 pour mille, en 1988 de 67 pour mille, en 1989, de 61,4 pour mille. Les grandes épidémies cycliques étaient contrôlées et leur impact atténué. Malgré les récessions budgétaires des dernières années, la santé demeurait une priorité et le système d'attention primaire mis en place par la Révolution était privilégié : un réseau dense de dispensaires et postes de santé assurait des soins gratuits pour tous et le suivi des malades chroniques, évitant l'hospitalisation; des campagnes massives d'hygiène et de prévention étaient menées, ainsi que des campagnes régulières de vaccinations prises en charge par les comités de quartiers et les dispensaires; les médicaments étaient délivrés gratuitement dans les pharmacies populaires ou les centres de soins. Tout n'était pas parfait et beaucoup se plaignaient des mauvaises conditions hospitalières, des files d'attente dans les dispensaires, du manque de qualification du personnel, de l'absence de certains médicaments qu'il fallait importer et qui faisaient défaut. Mais la volonté politique était d'améliorer un système de santé publique auquel tous avaient également et gratuitement accès, dans

les coins de campagne les plus reculés comme en ville, avec ou sans couverture sociale.

Tout cela n'est déjà plus qu'un souvenir. Aujourd'hui, les politiques sociales sont soumises à la nouvelle ligne économique: il faut réduire à tout prix les dépenses de l'Etat en planifiant cyniquement le coût social qui retombe sur les secteurs populaires. Le gouver-

SOMMAIRE

L'agriculture de Charybde en Scylla

Bataille pour le pouvoir sur la Côte Atlantique

Le cas Pichardo

Les assassins ne seront pas grâciés

FSLN : le débat a commencé

El Salvador : les négociations piétinent

60 P 11481



nement s'est bien gardé jusque-là de définir sa politique de santé. Il envoie son ministre "au charbon" pour lancer quelques promesses et justifier l'injustifiable. Mais la réalité est brutale et le Nicaragua a fait, en quelques mois, un grand pas en arrière.

LA CASSE ET SON "COUT SOCIAL"

Le premier indicateur qui a mis la population en état d'alerte est l'épidémie de rougeole qui sévit depuis quelques mois: environ 4 000 cas recensés et déjà 200 enfants morts et quelques adultes. Pourquoi tant de décès ? De plus en plus souvent, les enfants qui se présentent dans les dispensaires et les hôpitaux pour des cas de rougeole ou de diarrhée sont en état de dénutrition, donc facilement victimes de complications médicales. La surcharge dans les hôpitaux, l'entassement propice aux contagions, une alimentation pauvre, le manque de médicaments : autant de facteurs qui expliquent l'augmentation brutale de la mortalité infantile pour des pathologies initialement bénignes. Les carences sont telles que souvent, les parents préfèrent retirer leurs enfants de l'hôpital tant l'alimentation y est peu adaptée (haricots rouges et riz pour de jeunes enfants souffrant de diarrhées, par exemple). Dans certains cas, comme celui de l'hôpital pour enfants *La Mascota*, le personnel a décidé de cultiver quelques hectares de terres pour nourrir les patients. Les directeurs d'hôpitaux mis en place par le nouveau gouvernement ne sont pas les derniers à protester. Sur les 30 hôpitaux que compte le pays, on estime que 26 ne sont pas en état de service et que 8 devraient être entièrement reconstruits.

Dans les dispensaires, la situation n'est pas meilleure et leur fréquentation baisse. La décentralisation leur permettait auparavant de gérer leur budget en fonction des besoins spécifiques de la population qu'ils couvraient. Aujourd'hui, le budget est centralisé et l'argent n'arrive pas, en tout cas pas suffisamment et avec tellement de retard que les dévaluations lui ont fait perdre une bonne partie de son pouvoir d'achat. Par exemple, le dispensaire du quartier populaire de San Judas, à Managua, a dû cesser d'assurer le suivi médical de la plupart de ses malades chroniques (maladies cardio-vasculaires, diabète, asthme, etc) car il ne disposait plus que de deux types de médicaments, pour le traitement des épilepsies et des arthrites. Les 465 personnes âgées suivies, entre autres, dans ce dispensaire, se sont donc vues, du jour au lendemain, privées d'un traitement qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter en pharmacie. Et les chiffres tombent : cinq personnes âgées meurent chaque semaine faute de médicaments, sur une population de 78 000 retraités. A Jalapa, dans le nord, -comme à Cinco Pinos et bien d'autres villages- les postes de santé sont absolument dépourvus de tout médicaments, alors qu'une donation étrangère est bloquée dans le port de Corinto: les droits de douane, qui avant n'existaient pas pour les donations, s'élèvent à 5 000 dollars, que la municipalité de Jalapa ne peut déboursier.

Le ministre E. Salmerón a constaté qu'il y avait cette année une augmentation de 60 % des cas de malaria dans le pays : "Ce chiffre est en rapport étroit avec la situation économique car il n'y a pas suffisamment d'insecticide pour combattre les larves des moustiques vecteurs de ce virus". La fumigation par avionnette et camion, qui était effectuée régulièrement auparavant, a disparu dans beaucoup de quartiers. Il est connu depuis toujours que la saison des pluies (de mai à octobre) est propice aux maladies, mais les pouvoirs publics ont mis en place cette année un dispositif très insuffisant.

Le tableau risque de s'aggraver, aux dires même du ministre, avec le retour massif des contras démobilisés et de leurs familles. Après avoir séjourné durant des années dans des camps, au Honduras ou ailleurs, avec peu de surveillance médicale, les cas de tuberculose, de lèpre de la montagne et de maladies sexuellement transmissibles sont nombreux. Selon la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) qui a organisé leur retour, environ 6 000 (sur environ 20 000) d'entre eux ont accepté de se soumettre au dépistage du sida. Les résultats n'ont pas été communiqués.

QUEL AVENIR ?

Selon le dirigeant de la Fédération syndicale de la Santé (FETSALUD), Gustavo Porras, il faut s'attendre à ce que le personnel médical fasse les frais des compressions de personnel prévues dans la Fonction publique. Le ministre E. Salmerón reconnaît que l'on n'embauche plus de médecins car on ne peut pas les payer. Pour ceux qui le peuvent, l'ouverture d'un cabinet privé sera la solution: ils pourront ainsi gagner en une consultation les 50 dollars qu'ils auraient gagné en une semaine dans un dispensaire.

L'Institut national de sécurité sociale et de bien-être (INSSBI) s'intéresse de près à la reprise de la gestion des hôpitaux où les assurés sociaux, de moins en moins nombreux, pourraient continuer à bénéficier des soins. Quel serait dans ce cas le recours des autres, les quelques 60% de la population active aujourd'hui sans emploi ou occupant un emploi occasionnel, privés de couverture sociale ainsi que leurs enfants?

Les pharmacies populaires, où l'on pouvait obtenir gratuitement ses médicaments sur présentation d'une ordonnance du dispensaire ou de l'hôpital, sont actuellement à l'agonie faute de financement : 4 sont fermées "pour inventaire" sur les 12 existantes à Managua, les autres sont vides. La Confédération des pharmacies d'Etat (COFARMA), qui les gère, parle de les céder aux municipalités. Ce transfert, causé par le "manque de capital", une "situation héritée du sandinisme" selon le nouveau directeur de COFARMA, se ferait avec toutes facilités de paiement pour les municipalités et sans bénéfice pour COFARMA. On peut parier sans risque que les pharmacies ne resteront pas "populaires" longtemps.

Le droit à la santé, un des acquis les plus palpables de la Révolution, est en danger. Tous les nicaraguayens en ont bénéficié pendant plus de dix ans, malgré les restrictions économiques. Les électeurs de l'UNO n'ont certainement pas voté pour être privés de ce droit. "Ce gouvernement doit comprendre qu'il n'est pas dans n'importe quelle société latino-américaine, avertit le dirigeant syndical de FETSALUD. Il doit changer de politique".

L'AGRICULTURE DE CHARYBDE EN SCYLLA

Managua, 22 août (ANN/Revista del campo). Sécheresse, crise économique, taux de crédit trop élevés: on s'attend à une baisse de la production agricole pour le cycle commencé en mai. Dans certaines zones, la disette est déjà une réalité.

LES TROIS PLAIES DU CAFE

Le café, bien que premier produit d'exportation, est passé au second plan pour le gouvernement, qui voit dans le coton sa planche de salut, et affronte de sérieuses difficultés.

La sécheresse qui règne depuis juillet sur la partie occidentale du pays affecte les plantations des régions III (Managua et ses environs) et IV (au sud de la capitale) où on s'attend à une baisse de la production de 40%. Ces zones produisent environ un quart des grains. Heureusement, les régions I et VI, qui fournissent le reste, ont jusqu'à présent été épargnées.

Par ailleurs, le prix des intrants n'a cessé d'augmenter depuis 1988 et les planteurs ont reculé devant des emprunts aux taux d'intérêts prohibitifs. Ils ont donc appliqué moins de fertilisants, ce qui entraînera probablement une baisse de la production. La situation économique a affecté également les travaux de rénovation des plantations. Enfin, les plants sont à nouveau sérieusement attaqués par les maladies.

Certains pronostiquent déjà la disparition de nombreux petits planteurs, à un moment où le prix international du café pourrait remonter. On se souvient que la suppression du système de quotas d'exportation avait provoqué, il y a un an, une chute du prix du quintal à moins de 100 dollars. Les Etats-Unis escomptent cette année une récolte de 16,5 millions de tonnes au Brésil, un chiffre estimé peu réaliste par la majorité des experts et il semble que l'on puisse compter en septembre sur une hausse des prix internationaux pour les grains de très bonne qualité.

DU SORGHO POUR LES TORTILLAS

La sécheresse, une des plus graves de ces dernières années, a ruiné, selon les estimations, la moitié des cul-

tures de grains de base.

Le maïs est sans doute le plus touché. "Heureux celui qui peut manger un *elote* (jeune épi)", affirme un agriculteur de Somoto, dans le département de Madriz, où toutes les cultures se sont perdues. La désolation atteint toute la région I (au nord). La délégation régionale du ministère de l'agriculture a annoncé un plan d'urgence comportant des crédits bancaires, la distribution de semences de sorgho amélioré (qui peut remplacer le maïs dans la préparation des tortillas) pour le second cycle agricole de l'année, et le paiement en nourriture des travaux agricoles. Dans la région de León (ouest), les pertes atteignent jusqu'à 60% dans certaines zones. Le tableau est à peu près le même dans les autres régions.

Les cultures de haricots rouges sont affectées dans une moindre mesure, car le haricot a une croissance plus rapide et était déjà avancé quand a commencé la sécheresse. L'élevage n'est pas épargné car les éleveurs ont dû réduire la portion alimentaire des vaches.

Quant au coton, il résiste mieux au manque d'eau, mais il ne faudrait pas que les pluies tardent. On enregistre déjà un retard dans sa croissance qui pourrait provoquer une baisse de 15% de la production. La sécheresse n'est pas le seul problème auquel s'affrontent les planteurs de coton. Les crédits accordés n'ont pas été suffisants et de plus sont arrivés tard, provoquant un retard dans les travaux. Seuls les planteurs qui s'auto-financent ont pu semer en mai, à un moment où les pluies étaient normales.

LA FAMINE ET LA BANQUE

Aujourd'hui, ce sont des milliers de familles paysannes qui sont menacées de famine. Les réserves de la dernière récolte s'épuisent et ne peuvent être remplacées. "Nous devons vendre les poules et les cochons parce que nous ne pouvons pas les nourrir et aussi pour obtenir de l'argent permettant d'attendre la seconde récolte" explique une paysanne sur le marché d'Ocotol (région I). Dans le département de Madriz (région I), le représentant du ministère de la santé a lancé un SOS pour 5 000 enfants qui souffrent de dénutrition et 11 000 qui en sont menacés si une aide alimentaire n'est pas rapidement accordée. La situation est également dramatique au nord de Chinandega (région II).

L'autre angoisse des producteurs nicaraguayens est la question des crédits bancaires. En mai, le ministre de l'Agriculture, Roberto Rondón, et le directeur de la Banque centrale Francisco Mayorga, avaient été très clairs: celui qui emprunte paiera, "fini le paternalisme". Le gouvernement précédent en effet appliquait une politique favorable: les taux étaient très bas ou bien la dette était annulée. Pour ce cycle agricole, beaucoup n'ont pas pu emprunter. Ceux qui l'ont fait ont dû présenter un titre de propriété en prenant le risque que la banque se rembourse sur leurs terres.

L'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) a demandé aujourd'hui au gouvernement de décréter un "état d'urgence économique" afin d'atténuer les effets de la sécheresse. Il s'agit surtout d'apporter une aide alimentaire, de restructurer la dette des producteurs et d'accorder de nouveaux crédits pour la deuxième récolte de l'année. Par ailleurs, l'UNAG propose de planter du sésame sur les terres qui n'ont pas été semées en coton et du sorgho là où le maïs s'est perdu. Il est cependant douteux que le gouvernement, dont le plan économique se fonde entre autres sur l'arrêt des subventions, accède à ces revendications au moment où il a besoin de mobiliser des devises pour maintenir la parité du cordoba-or avec le dollar.

BATAILLE POUR LE POUVOIR SUR LA COTE ATLANTIQUE

Par Roberto Fonseca

Managua, août (ANN/Crítica). Le Front sandiniste et Yatama (ancienne organisation contra indigène), qui sont les principales forces politiques de la région Atlantique nord, se préparent à la bataille. A la différence du reste du pays, les élections municipales n'ont pas encore eu lieu sur la Côte. Le 25 février, les 31 000 "costeños" participaient aux élections présidentielles et législatives et choisissaient leur Conseil Régional Autonome. Les élections municipales devaient attendre que le Gouvernement autonome procède à la délimitation géographique et politique du territoire. Les dates n'en sont pas encore fixées, mais les deux adversaires politiques cherchent déjà à gagner du terrain.

LE SANDINISME COSTENO PREND SON AUTONOMIE

Les forces sandinistes de la région ont surpris la direction du FSLN. Pour la première fois, elles n'ont pas attendu les décisions de Managua et ont mené leur mouvement interne d'autocritique et de redéfinition selon leurs propres critères. Le premier pas a été de nommer démocratiquement leurs coordinateurs politiques, autrefois désignés depuis Managua. Cette plus grande autonomie de choix a été favorisée toutefois par la Direction Nationale qui s'est abstenue, cette fois-ci, d'envoyer ses candidats et s'est contentée de déléguer la Commandante Dora María Téllez comme "observatrice".

Les 170 militants de Puerto Cabezas et Waspán ont élu à bulletin secret l'un des 18 candidats, César Páiz, considéré comme le mieux placé, en tant que miskito, pour pénétrer politiquement cette communauté qui est majoritaire dans la région et l'une des bases sociales principales de Yatama. Selon lui, les avancées politiques du Front dépendront de sa défense de l'autonomie et de son programme pour la Côte. "Nous nous demandons même,

ajoute-t-il, si nous devons continuer à nous appeler Front sandiniste, car pour beaucoup d'indigènes, le FSLN n'est une alternative que pour les métis".

Le type de structure militante est également en discussion : certains voudraient abolir les anciens comités de base pour travailler plutôt dans les quartiers, d'autres pensent qu'il faut maintenir ces comités sur les lieux de travail. "Notre tactique sera définie après discussion et à partir de notre expérience. Ce qui est certain, c'est que le Front sandiniste ne peut être le parti d'une seule ethnie", affirme Alta Hooker, élu du FSLN au Conseil régional autonome.

Les résultats électoraux de février révèlent que le sandinisme a eu la majorité chez les métis, les "criollos" et les "sumus" de la région, alors que les deux tiers des miskitos ont voté pour Yatama. La dirigeante sandiniste Dorotea Wilson estime que "la différence minime au sein du Conseil Autonome (22 Yatama contre 21 FSLN) confirme notre forte base sociale et nous ne sommes pas disposés à perdre l'espace que nous nous sommes gagnés". Le mouvement indigène Yatama n'y est pas plus disposé mais, aujourd'hui au pouvoir dans la région, il pourrait se voir affaibli par ses rivalités internes et par le manque de soutien de la part du gouvernement nicaraguayen.

ETAT D'URGENCE SUR LA COTE ATLANTIQUE NORD

Les grandes inondations qu'a connu la Côte Atlantique nord en juillet ont laissé 60 000 sinistrés. De l'eau partout mais pas une goutte potable, les cultures arrachées, le bétail mort : 150 communautés, principalement miskitas, ont été dévastées dans la région du Rio Coco ou le manque de médicaments et d'aliments se fait cruel. Des épidémies de diarrhée et de malaria menacent et la faim a déjà fait des morts. Un des principaux problèmes pour l'aide d'urgence est l'inaccessibilité de la zone, à laquelle on accède en principe par rivière depuis Puerto Cabezas.

Cuba a été le premier à répondre à l'appel lancé par le gouvernement à la communauté internationale : une délégation médicale est arrivée immédiatement avec 12 tonnes de médicaments. Une collecte a été organisée par la Croix Rouge auprès de la population. Le ministre de la Santé, Ernesto Salmerón, est allé frapper à la porte des Etats-Unis mais est revenu déçu par la "bureaucratie" qui freine le déblocage d'une aide d'urgence.

LA FAIM CONTRE YATAMA

Le spectre de la faim rode sur la Côte Atlantique et Yatama ne peut le nier. "Si le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) suspend son aide aux rapatriés, la Côte aura faim", reconnaît Bobby Holmes, membre du Gouvernement Autonome. Mais le responsable local du HCR, Jorge de la Motta, ne voit pas de solution : "Notre organisation est en crise économique et nous ne pouvons répondre à tous les besoins de la région". Le HCR aide actuellement les miskitos qui se sont désarmés et reviennent du Honduras. Il leur octroie une provision d'aliments, du matériel de construction et des outils pour leur réinsertion. Mais les miskitos et les leaders de Yatama estiment que c'est peu en comparaison de ce qu'ils recevaient au Honduras. "Nous ne pouvons pas les entretenir indéfiniment et perpétuer ce paternalisme qu'on a connu au Honduras", ajoute le fonctionnaire de l'ONU. Il considère que les rapatriés de l'an dernier, qui ont reçu des semences, devraient aujourd'hui être autosuffisants, mais ils continuent à réclamer une aide que le HCR ne peut ni ne veut leur apporter. Le maire provisoire de Waspán, Maximo Panting, ancien chef militaire de Yatama, proteste contre les quantités d'aliments qu'il a reçu pour les rapatriés. Mais dans son recensement, il inclut les 20 000 ou 25 000 rapatriés depuis 1987...

LACHAGE

Les autorités locales de Yatama n'ont pas de solutions, pas un centime de budget et s'inquiètent de la forte pression sociale à laquelle ils seront bientôt confrontés. Le 8 février dernier, Violeta Chamorro avait passé un pacte avec les dirigeants de Yatama, Stedman Fagoth et Brooklyn Rivera. Elle s'engageait à appuyer le processus d'autonomie si elle était élue. Aujourd'hui, Stedman Fagoth traite les membres du gouvernement de "rapaces" et de "gendarmes des multinationales". Le Gouvernement Autonome exige de négocier avec l'exécutif, en particulier sur la question des attributions de l'Institut de développement de la Région atlantique (INDERA) dirigé -a rang de ministre- par B. Rivera à qui les autorités locales ne veulent pas laisser le contrôle des ressources naturelles, seul atout pour l'autonomie de la région. Elles attendent également que la présidente Chamorro s'engage sur l'approfondissement de l'autonomie.

Le lâchage du gouvernement, les rancoeurs personnelles, les difficultés que connaît la population pourrait miner la crédibilité politique de Yatama et faire basculer le rapport de force qui lui est favorable jusque-là. Fagoth voit un futur plein de promesses. Il parle de transformer le mouvement indigène en parti de "centre-gauche", pluri-ethnique, dont le programme politique respecterait des racines historiques des ethnies. C'est en discussion et, selon lui, il y aurait consensus entre les anciens chefs contras, qui pourtant ne se privent pas de s'insulter en public. Jusqu'à quand durera ce consensus? Difficile à dire, car en matière politique, les miskitos sont imprévisibles.

LE CAS PICHARDO

Managua, 26 août (ANN). Le 8 août, le colonel Javier Pichardo était destitué de ses fonctions de chef des Forces aériennes par les cadres de l'Armée populaire sandiniste (EPS). Le 10 août, le quotidien *Barricada* se contentait de reproduire, pour information, la déclaration du Conseil militaire, selon laquelle J. Pichardo était expulsé des Forces armées pour raison disciplinaire.

Le 19 août, Daniel Ortega abordait le thème devant l'assemblée des militants sandinistes de Managua, réunis à l'occasion des élections de leurs représentants de district. Daniel Ortega exposait que dès juillet, Javier Pichardo avait été l'objet d'avertissements : favorable à une certaine autonomie des Forces aériennes au sein des Forces armées, il aurait transporté un débat d'ordre militaire sur le terrain politique et, en signe clair de rébellion contre le commandement de l'EPS, aurait mis les hélicoptères en disposition de combat. L'autre erreur qui lui a été reprochée est de s'être mis en contact avec le quotidien de Violeta Chamorro, *La Prensa*, sans aviser ses supérieurs militaires. Daniel Ortega, au cours de cette assemblée annonçait que Javier Pichardo serait écarté de l'Assemblée sandiniste, la principale instance de conseil du FSLN, mais qu'il demeurerait membre du Front sandiniste.

Fidèle à la discipline militaire comme à celle du FSLN, Javier Pichardo n'a fait aucun commentaire sur sa sanction et a appelé à l'unité du sandinisme en déclarant que le problème était clos. Le silence qui a entouré cette destitution a donné lieu à de multiples interprétations et spéculations dans tous les milieux. Le quotidien *La Prensa* a présenté sa version des faits : le colonel Pichardo aurait donné l'ordre de préparer les hélicoptères pour réprimer les grévistes. "Tous ceux qui me connaissent savent que je suis incapable de réprimer" a répondu Javier Pichardo en dénonçant l'utilisation de l'évènement faite par la droite.

Pour la revue *Nicaragua desde adentro*, la sanction a obéi à des raisons politiques : Javier Pichardo ferait partie d'un groupe d'officiers de l'armée en désaccord avec les positions du général Humberto Ortega, jugé trop conciliant vis-à-vis du nouveau gouvernement et favorable à la dépolitisation de l'armée. Selon *Nicaragua desde adentro*, la décision d'exclure Javier Pichardo de l'Assemblée sandiniste vient entériner le caractère politique d'une sanction justifiée sur le plan militaire. A la suite de l'allocution de Daniel Ortega, les militants sandinistes ont écarté Javier Pichardo de la liste des pré-candidats aux élections départementales. Une preuve, selon les rédacteurs de *Nicaragua desde adentro*, que les militants sandinistes sont encore sous le coup du verticalisme tellement dénoncé depuis la défaite électorale.

LES ASSASSINS NE SERONT PAS GRACIES

Managua, 23 août (ANN). L'Assemblée nationale a rejeté hier le recours en grâce introduit par la présidente Violeta Chamorro pour les assassins de son mari, le journaliste Pedro Joaquín Chamorro.

Tous les députés ont rendu hommage à la générosité de la présidente, mais une large majorité a préféré que les auteurs du crime restent en prison, alléguant leur absence de repentir et la gravité du crime contre celui que l'on a appelé "le martyr des libertés publiques". P. J. Chamorro, directeur de *La Prensa* et farouche opposant de la dictature, avait été assassiné en 1978 à l'instigation d'Anastasio Somoza Portocarrero (*El Chiguín*, fils du dictateur Somoza García). Son enterrement avait été marqué par une violence insurrectionnelle. Les sept auteurs matériels de l'assassinat avaient été jugés en 1981; quatre d'entre eux avaient été condamnés à la peine maximum, 30 ans de prison, et trois à 21 ans.

Les députés ont opposé l'intérêt de la société à la décision personnelle de la présidente, qui avait justifié son geste par la nécessité de la réconciliation. A ce propos, deux de ses enfants, Carlos-Fernando, directeur de *Barricada*, et Claudia, ex-ambassadrice du gouvernement sandiniste au Costa-Rica, ont publié une lettre dans laquelle ils soulignaient: "Il serait contradictoire que d'un côté on pardonne au somozisme et que de l'autre on permette, et même on encourage, la persécution de ceux qui ont été victimes du somozisme". Ils dénonçaient la persécution politique des fonctionnaires, la situation des victimes de la guerre et celle des contras récemment démobilisés, l'insécurité dans laquelle se trouvent ceux qui sont menacés de l'expropriation de leur terre ou de leur maison et l'absence de mesures sociales pour amortir la crise tandis qu'une minorité est en train de s'enrichir.

Le vote à l'Assemblée a provoqué une aggravation de la division au sein de l'UNO. En effet, Alfredo César, qui s'était opposé en vain au vote secret, a considéré que son résultat est "une défaite politique de la présidente" qui "affectera désormais profondément de nombreuses relations".

FSLN: LE DEBAT A COMMENCE

Managua, 24 août (ANN). Depuis un mois, *Barricada* a publié environ une douzaine de contributions au débat pour le prochain Congrès qui abordent le thème, tabou jusque-là, de la Direction nationale comme organe de direction supérieure du FSLN.

La création en 79 d'une direction collégiale de neuf membres avait permis de dépasser la division en trois tendances et de serrer les rangs face à l'agression. Dans la discussion actuelle, il y a consensus sur la collégialité

de la direction, considérée comme un apport important du FSLN au mouvement révolutionnaire. Mais les opinions divergent quant à son élection et à la limitation de ses fonctions.

Aldo Díaz, du Département des relations internationales du FSLN, estime que le Congrès devrait confirmer la Direction actuelle dans son ensemble à cause de son indiscutable autorité historique, qui est pour lui la garantie de l'unité. La plupart des contributions rejettent cette opinion. Carlos Tunnerman, de l'Université centraméricaine, pense pour sa part que la direction collégiale est dépassée et que si l'unité dépendait seulement de la Direction Nationale actuelle, c'est que 11 ans de révolution démocratique et populaire n'auraient pas fait progresser le FSLN comme parti. La plupart des contributions se montrent favorables à l'élection de la Direction et à une définition de ses fonctions. Certains soulignent qu'il est également nécessaire d'évaluer le travail de chacun de ses membres. Plusieurs avancent que l'unité doit se faire plutôt autour d'un programme qu'autour d'un groupe de dirigeants.

A l'exception de celle d'A. Díaz, les contributions reflètent l'idée que la réorganisation et la démocratisation du parti passent par des changements dans sa direction, qui "est un organe du parti, et non l'inverse". Les allusions à une imminente scission si la Direction nationale actuelle n'était pas reconfirmée sont peut-être plutôt le fait de certains cadres du parti qui craignent de perdre leur autorité si les critiques atteignent même le sommet, bien que certains les rejoignent sur la reconduction de la Direction en alléguant le manque de cadres de remplacement et le symbole que représentent actuellement les neuf commandants de la Révolution.

Comme l'avait annoncé Daniel Ortega lors du 11ème anniversaire de la Révolution, le FSLN veut associer l'ensemble de la population à la préparation du Congrès. Pour cela, il a lancé une consultation populaire, 28 questions sur quatre thèmes: l'Etat et l'économie, la démocratie et les libertés, les relations internationales, la nature et les objectifs du FSLN. Elles seront débattues aux cours d'assemblées publiques par secteur dès septembre.

EL SALVADOR : LES NEGOCIATIONS PIETINENT

Par Salvador Alvarado, de l'Institut d'études centraméricaines

Managua, 25 août (ANN). La quatrième rencontre entre le gouvernement salvadorien et le FMLN s'est terminée le 22 août au Costa Rica sans qu'aucun accord n'ait été trouvé sur la question de la démilitarisation de la société qui était à l'ordre du jour.

La disparition progressive et simultanée des deux armées

est au centre de la proposition de la guérilla. Au cours des conversations, le FMLN a fait valoir que l'épuration de l'armée, le démantèlement des structures de renseignement et d'espionnage qui abritent les escadrons de la mort, la disparition des corps les plus répressifs comme la Garde nationale, sont vitaux pour une solution négociée. En effet, la majorité de la population demande le châtement des coupables du génocide et la fin de l'impunité dont jouit l'armée, comme dans l'affaire de l'assassinat des jésuites, à propos duquel les recherches stagnent.

Le gouvernement affirme de son côté que l'armée est une institution qui ne peut être mise en question.

Compte tenu de la pression interne et du contexte de pacification régionale, le gouvernement et les Forces armées affichent publiquement leur disposition à trouver un accord, mais en réalité ne proposent que l'arrêt des actions armées du FMLN. Ils veulent en fait obtenir la paix sans apporter de changements essentiels au régime de dictature militaire, qui est à l'origine de la guerre. La délégation gouvernementale a par exemple proposé lors de la dernière rencontre que les bataillons de lutte anti-insurrectionnelle - parmi lesquels le bataillon Atlacatl auteur de l'assassinat des jésuites - ne soient plus sous les ordres de l'état-major mais des commandants régionaux, ce qui revient à leur donner plus de liberté d'action.

La tactique du gouvernement lors de la négociation a été d'essayer d'obtenir des accords sur les points de moindre importance, de façon à prouver que l'on avance sur le chemin de la paix. Ses objectifs sont multiples: tout d'abord, envoyer un message au Congrès des Etats-Unis qui menace de réduire l'aide militaire si le gouvernement ne négocie pas de bonne foi; ensuite, redorer son image internationale entachée par la répression; enfin, gagner du temps de façon à ce que ses éventuels adversaires aux élections de mars 1991 n'aient pas obtenu d'ici là la garantie d'un processus limpide.

Mais la situation du gouvernement est délicate, car la question des Forces armées ne peut être éludée. Sans accord sur ce point, les rapprochements sur des problèmes de second ordre sont inconsistants et il ne peut y avoir de cessez-le-feu. Le représentant de l'ONU à la dernière négociation a lui-même affirmé que "le problème des Forces armées affecte tout le reste".

Tandis que la délégation gouvernementale, selon laquelle il y a "rapprochement" et "souplesse" de la part du gouvernement, fait son travail de relations publiques, l'armée est passée à l'offensive dans les départements de Chalatenango, Cabanas et Morazan et la répression continue dans les villes. Plus de 50 prisonniers ont été enlevés de la prison de Mariona par la Première brigade d'infanterie et ont disparu depuis. Le FMLN peut difficilement accepter que l'armée poursuive ses actions sans répondre. C'est ainsi que la guérilla a attaqué dans

la nuit du 20 au 21 des installations militaires contiguës au palais présidentiel dans la capitale.

Le chef de la délégation du FMLN, Shafick Handal, a déclaré que la guérilla était en mesure de lancer des opérations militaires de grande envergure alors que selon lui, l'armée aurait perdu de sa capacité. Il n'a pas écarté une éventuelle offensive générale du FMLN, sans exclure que l'on puisse trouver une solution politique. Le président salvadorien A. Cristiani a averti de son côté que la population civile "ferait les frais" d'une telle offensive.

Un prochain rendez-vous entre les deux délégations a été fixé pour le 13 septembre.

EN BREF

EXPULSIONS. Les délégués de la mairie de Managua multiplient les incursions violentes sur les terrains occupés légalement par des habitations précaires dont les occupants (250 000 personnes) sont aujourd'hui menacés d'expulsion par le retour des anciens propriétaires.

UNE LOI POUR LES LOCATAIRES est à l'étude. L'Assemblée nationale a repoussé la proposition du FSLN de suspendre pendant six mois les expulsions des locataires ayant des dettes. Le moratoire sera de 45 jours et seulement pour les habitations de faible valeur.

PERSONNE N'EN VEUT. Du nouveau cordoba-or, bien sûr. Malgré tous les efforts déployés par le gouvernement pour expliquer que ce n'est pas une monnaie en chocolat mais une vraie, aussi forte que le dollar, les travailleurs qui l'on reçue pour la première fois en paiement de leur salaire continuent à la changer contre des dollars, tant que la banque en a encore en caisse...

VRAIMENT, PERSONNE N'EN VEUT. Les députés de l'UNO eux-mêmes protestent : au lieu de leurs 1 500 cordobas-or de salaire mensuel, ils réclament 1 850 dollars.

RETOUR. L'ancien évêque de Juigalpa, Monseigneur Vega, expulsé par le gouvernement sandiniste en 1986 pour ses appels virulents à la violence contre-révolutionnaire, est de retour au pays après quatre ans d'exil à Miami. "Il est pire de tuer les âmes que les corps", avait-il déclaré au lendemain d'un massacre d'enfants par la contra. Aujourd'hui, il a modéré ses propos et revient "avec l'intention d'aider". D'aider qui?

RAS LA POMPE. Les pompistes menacent de se mettre en grève et ont, en matière d'avertissement, suspendu la distribution d'essence cette fin de semaine. Selon eux, les taxes que leur impose le gouvernement réduisent pratiquement à zéro leurs bénéfices. Par ailleurs, la pénurie de combustible se prolonge et la situation du Golfe persique va certainement avoir des répercussions.

ANNIVERSAIRE. Il y a juste dix ans, la croisade nationale d'alphabétisation lançait des dizaines de milliers de jeunes aux quatre coins du pays pour y apprendre à lire et à écrire à leurs aînés. Cette anniversaire a été passé sous silence par le ministère de l'Education, qui a abandonné les programmes d'éducation pour adultes. Les 500 000 personnes qui ont eu la possibilité de rompre les chaînes de l'ignorance, eux, n'oublient pas.

PRESSION SUR LA TERRE. Le ministre de l'Intérieur a fait déloger par la police rurale de la "Résistance" 160 contras démobilisés qui occupaient une exploitation agricole d'Etat dans la région du centre. L'Association des travailleurs agricoles (ATC, sandiniste) demande que le gouvernement réponde aux besoins des anciens contras et leur octroie des terres non cultivées. Selon l'ATC, le gouvernement les utilise pour exercer une pression sur la terre, comme prémisses à la privatisation.

ANN interne

Chères lectrices, cher lecteurs

Après la dissolution de l'ancienne équipe de l'ANN-Managua, nous avons décidé comme vous le savez de continuer la publication des bulletins en français et en allemand. Nous nous sommes associés à de nouveaux collaborateurs: il s'agit de la coopérative Latino, qui, entre autres, publie un bulletin d'analyse politique, "Nicaragua desde adentro". Nous entretenons avec ce groupe des liens de coopération fondés sur l'autonomie des publications. De plus, Daniel Alegría, directeur de *Nicaragua desde adentro*, vient d'être nommé directeur de *Barricada Internacional* en remplacement de Sergio de Castro (devenu sous-directeur de *Barricada*), ce qui ouvre les portes à une collaboration plus étroite avec l'équipe de cette revue.

Nous espérons que le soutien dont nous avons bénéficié jusque-là va se poursuivre; de notre côté, nous allons travailler à l'amélioration de la qualité du bulletin.

L'équipe ANN-Managua

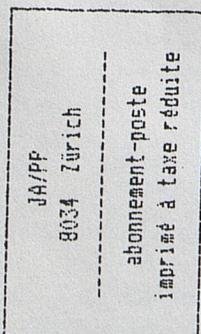
IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Au Nicaragua: ANN-Latino, Apdo 33, Zona 5, Managua, tél.: + +505/2-75'845, téléc.: + +505/2-25'468. Rédaction et traduction à Managua: Michèle Faure. Frédérique Perrin. Rédacteur responsable à Zurich: Felix Nussbaum. Coordinateur: Martin Muheim.

Téléphon: (45) 01/382'04'66.

Telex: (45) 817'585'158 com ch.

Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.



Chères amies, chers amis de l'ANN,

nous vous prions de distribuer la feuille ci-joint (en tirant des photocopies) à des personnes intéressées à recevoir une contre-information sur l'Amérique centrale, qui ne connaissent pas encore notre hebdo.